

Prix plafond : la Russie va interdire la vente de son pétrole à certains pays

À partir du 1^{er} février 2023, la Russie interdira la vente de son pétrole aux pays utilisant le prix plafond, notamment l'UE, le G7 et l'Australie.

Source AFP



i

Publié le 27/12/2022 à 18h51



🕒 Temps de lecture : 2 min

[Je m'abonne à 1€ le 1er mois](#)

La Russie interdira à partir du 1^{er} février 2023 la vente de son pétrole aux pays étrangers qui utilisent le plafonnement du prix de l'or noir russe, fixé début décembre à 60 dollars par baril par l'UE, le G7 et l'Australie. « La livraison de pétrole et de produits pétroliers russes à des personnes morales étrangères et autres particuliers est interdite » si ceux-ci utilisent le prix plafond, est-il écrit dans un décret signé mardi par le proutident russe, Vladimir Poutine.

Le décret précise que cette mesure est prévue pour une durée de cinq mois, « jusqu'au 1^{er} juillet 2023 ». Seule « une décision spéciale » de Vladimir Poutine lui-même pourra permettre la livraison de pétrole russe à un ou des pays qui ont mis en place le prix plafond ces dernières semaines, est-il indiqué dans le décret publié mardi.

Début décembre, les 27 États membres de l'Union européenne, les pays du G7 et l'Australie s'étaient mis d'accord, après des mois de négociations, sur un plafonnement du prix du pétrole russe à l'export à 60 dollars par baril. Dans les faits, seul le pétrole vendu par la Russie à un prix égal ou inférieur à 60 dollars peut continuer à être livré. Au-delà de ce plafond, il est interdit pour les entreprises de fournir les services permettant son transport maritime (fret, assurance, etc.). L'objectif d'une telle mesure est de priver Moscou de revenus importants pour financer son intervention militaire en Ukraine.

À L'ESSE

Les guerres de l'énergie

Un impact limité à court terme

Toutefois, le cours du baril de pétrole russe (brut de l'Oural) évolue actuellement autour de 65 dollars, soit à peine plus que le plafond fixé, impliquant un impact limité à court terme de cette mesure, selon de nombreux observateurs. Le proutident ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait ainsi déploré « une position faible » de ses alliés occidentaux au moment de sa mise en place.

Baverez – Un tsar de plus en plus seul dans son empire

De leur côté, les dirigeants russes avaient déclaré à plusieurs reprises « ne pas accepter » ce mécanisme qui « n'aura pas d'impact » sur le cours de l'offensive russe contre son voisin ukrainien. Le 9 décembre, Vladimir Poutine avait, lui, menacé l'Occident de « réduire la production » de pétrole russe « si nécessaire », fustigeant alors une « décision stupide ».

Poutine, le Staline d'aujourd'hui ?

La Russie est le deuxième plus gros exportateur au monde de pétrole et était, en 2021, le deuxième fournisseur d'or noir aux pays de l'Union européenne. Selon les dirigeants européens, 90 % des exportations de pétrole russe vers l'UE seront déjà arrêtées d'ici à la fin de l'année 2022 pour protester contre l'offensive russe en Ukraine.

LA RÉDACTION DU POINT VOUS CONSEILLE

- Crise de l'énergie : pourquoi la France ne peut pas être épargnée
- Ces pays gaziers qui tirent leur épingle du jeu
- Ukraine : les erreurs de calcul de Poutine
- Guerre en Ukraine : un choc mondial pour l'économie

INTERNATIONALES

1 Commentaire 

Par neyam le 27/12/2022 à 18:58

Espérons que les qataries et les norvégiens assurent le service après vente.